

Est-ce le virus qui a liquidé le baccalauréat ?

à Montreuil, le 4 avril 2020

Le ministre vient d'annoncer la généralisation du contrôle continu pour les baccalauréats général, technologique, professionnel et le diplôme national du brevet. Certes, la situation est exceptionnelle et tout le monde est contraint de s'y adapter. Mais peut-on accorder le moindre crédit au ministre quand il parle de son attachement à la valeur des diplômes, alors même qu'il décide de maintenir sa réforme du baccalauréat et les E3C, rejetées par la majorité ?

La responsabilité du gouvernement est pleine et entière

Personne ne peut dire aujourd'hui quand vont reprendre les cours à l'Education nationale et dans l'Enseignement supérieur et la Recherche. Le gouvernement a fait le choix de la fatalité de la pandémie, parce qu'il s'est refusé à mettre en place un dépistage total et systématique ainsi que la mise à disposition de masques, alternatives pourtant préconisées par l'OMS et un nombre grandissant de scientifiques comme seul moyen de sortir rapidement de la crise sanitaire. C'est au nom de cette fatalité que le ministre a choisi des mesures ne l'obligeant pas à changer de stratégie en cas de confinement prolongé en juin.

Confinement et « continuité pédagogique » : sources d'inégalités et de déréglementation :

La soi-disant « continuité pédagogique, » a profondément creusé les inégalités face à l'instruction. Les personnels ont fait jusqu'à maintenant le maximum pour maintenir le contact avec les familles et les élèves, dans des conditions difficiles (dysfonctionnement des outils du ministère, difficultés de connexion...), dans un climat anxiogène, et en dehors de tout cadre réglementaire. Le ministre a multiplié les injonctions contradictoires, faisant reposer la charge sur l'ensemble des personnels, leur équipement informatique, leur forfait téléphonique, leur capacité à s'autoformer, au détriment de leur vie privée... Certains ont même été sommés de déroger au confinement, sans aucune protection, pour assurer cette « continuité. »

Aujourd'hui, le ministre tire profit de cette situation pour entériner sa réforme et maintenir les suppressions de postes

Constatant les irrégularités lors des E3C et les inégalités d'évaluation des enseignements de spécialité que les élèves de 1^{ère} abandonnent, le ministre aurait tout aussi bien pu choisir de retirer les réformes du lycée et du baccalauréat. Or, elles sont intégralement maintenues tout comme la première session des E3C... et les centaines de suppressions de postes d'enseignants dans le 2nd degré pour la prochaine rentrée : pendant l'état d'urgence et le confinement, la casse continue.

Le ministre se moque des personnels et des élèves

Pendant qu'il multiplie les remerciements à l'attention des personnels dont il a plus que jamais besoin pour assurer la « continuité pédagogique » et son dispositif « vacances apprenantes », le ministre n'annule aucune menace de sanction contre les collègues et les élèves qui se sont opposés au scandale de ces épreuves. Nous n'oublions pas qu'il a lui-même autorisé les recteurs à dépasser le seuil de quatre jours de retrait de salaire pour les grévistes mobilisés contre la réforme des retraites...

La FNEC FP-FO continue d'exiger que le ministre et son gouvernement prennent leurs responsabilités face à la crise sanitaire :

- **Dépistage systématique et généralisé, mise à disposition de masques et de toutes les protections**
- **Abandon de la réforme du baccalauréat et des E3C, abandon de Parcoursup,**
- **Maintien du baccalauréat comme diplôme national et premier grade universitaire**
- **Annulation de toutes les suppressions de postes**
- **Levée des sanctions contre les personnels et les élèves, annulation des prélèvements pour fait de grève**

La FNEC FP-FO, avec sa confédération, demande l'abandon des ordonnances prises au titre de l'état d'urgence sanitaire. Elle s'opposera à toutes velléités de mises en cause des droits de salariés pour l'avenir.